DISCOURS

SUR LA SITUATION INTÉRIEURE

ET

EXTÉRIEURE DE LA RÉPUBLIQUE,

PRONONCÉ

PAR BOISSY-D'ANGLAS,

REPRÉSENTANT DU PEUPLE,

DANS LA SÉANCE DE LA CONVENTION NATIONALE,

Du 6 Fructidor, l'an 3.e de la République française, une et indivisible.

Case FRC 14857

CITOYENS,

LA République romaine affermit sa liberté par les victoires de ses guerriers, la politique habile de ses consuls et l'austère équité de ses magistrats: toujours attaquée, et toujours triomphante; sans cesse irritée, et toujours maîtresse d'elle-même; éternellement combattue par les artifices de ses rivaux, et déjouant constamment leurs intrigues, tous les efforts de ses ennemis ne servirent qu'à rendre sa puissance plus solide, ses possessions plus étendues et sa gloire plus brillante. La République française, dès sa naissance, paraît réservée aux mêmes destinées: de nombreux

THE NEWBERRY LIBRARY

ennemis l'ont aussi menacée; elle a été attaquée par les rois, agitée par les factieux, trahie par les rebelles, tyrannisée par les démagogues. Toujours victorieuse, mais sans cesser d'être pacifique; terrible dans les combats, mais constamment sage après les succès, elle force ses ennemis à admirer son courage et à se louer de sa modération, et les nations qui lui demandent la paix, trouvent autant de facilité à négocier avec elle, qu'ils avaient trouvé d'impossibilité à la vaincre.

Mais l'orgueil humilié, la vengeance trompée, les passions vaincues, sont des ennemis opiniâtres que rien ne persuade ni ne ramène. En vain la volonté terrible d'un grand peuple les renverse-t-elle par son explosion, ils se relèvent après chaque chute, oublient les revers, forment de nouveaux plans, et rêvent encore des succès. Lorsqu'ils sont repoussés loin de nos frontières, ils s'agitent dans l'intérieur; il le tourmentent par leurs intrigues; ils cherchent à l'égarer par leurs perfidies. Lorsque le dieu de la guerre est sourd à leurs vœux, ils invoquent la famine et tous les fléaux qui l'accompagnent. Lorsque leurs glaives sont brisés, des tribunes payées, des plumes vendues, des politiques mercenaires, viennent offrir de nouveaux instrumens à leurs fureurs, de nouveaux alimens à leur haine, de nouveaux fantômes à leurs illusions. Tout-à-l'heure encore, un grand effort vient d'être tenté contre nous.

La coalition vaincue, après avoir vainement essayé de nous renverser le premier prairial, parut ne se confier plus qu'en une invasion hardie, exécutée par des hommes désespérés, placés entre le succès et la mort. Le gouvernement anglais, de-

venu le seul appui d'une guerre dont peut-être, dès le principe, il a été le seul agent secret, avait dirigé toutes ses vues vers cette expédition ; il avait fait les frais d'un armement immense, et tel que l'Angleterre pourrait le demander dans ses plus grands périls. Il avait payé des subsides aux Autrichiens et aux Piémontais, pour entretenir des diversions ; il avait soudoyé deux corps d'émigrés, celui qui débarqua dans l'Ouest et l'armée de Condé qui devait pénétrer par un autre point.

L'attente de cet effort tenait l'Europe en suspens. La timidité de quelques puissances neutres s'en alarmait; l'indécision de quelques autres semblait s'en accroître : on nous présentait à elles comme placés sur un abîme d'autant plus dangereux que nous ne pouvions l'apercevoir; un système de perfidie fut organisé, fut saisi de la part des chouans et des rebelles de la Vendée ; l'amnistie que vous aviez accordée, fut présentée comme un acte de faiblesse et d'impuissance; leurs hostilités, qu'ai-je dit, leurs assassinats recommencèrent ; notre escadre reçut un échec, et l'Anglais vomit sur nos côtes un essaim de Français, dont les uns volontairement, et les autres par force, étaient destinés à organiser au milieu de nous cette guerre civile, le but atroce des combinaisons de nos adversaires. On songeait moins à nous subjuguer par cette expédition, qu'à nous empêcher de prendre la stabilité qui doit fixer aujourd'hui nos destinées, qu'à nous arrêter au milieu de nos conquêtes, qu'à nous priver du moyen de faire la paix, qu'à nous détacher de nos alliés, qu'à lancer contre nous de nouveaux fléaux pour épuiser notre population, désoler notre agriculture, suspendre l'action de notre industrie, et sur-tout retarder l'instant de

l'acceptation de la constitution que vous venez d'adopter pour consolider à jamais notre glorieuse révolution. Le gouvernement anglais attachait encore une espérance de plus à cette invasion ; il voulait, d'un côté, ranimer les vains desirs de ceux qui parmi nous regrettent encore la royauté, présenter à leurs yeux ce fantôme qu'ils poursuivent ; et de l'autre, il voulait ramener cet état de défiance et d'alarme qui conduit d'abord aux mesures violentes, ensuite au crime, ensuite à la tyrannie. L'héroïsme des soldats républicains a détruit, en quelques heures, les profondes combinaisons d'une politique atroce. Tous les fléaux que le gouvernement anglais voulait nous susciter, sont retombés sur lui. Il voulait nous rendre suspects aux puissances neutres ou alliées, et c'est lui qui s'est rendu odieux à chacune d'elles par ses procédés tyranniques, par ses pirateries sur les mers, par ses alliances mensongères. Il voulait nous épuiser dans tous nos moyens, et tandis qu'il poursuit ce but, c'est lui qui consume toutes ses ressources, il se charge de tous les frais de la coalition, il soutient, pour nous accabler, un fardeau supérieur peut-être à celui que nous nous imposons pour nous défendre. Il veut entraver notre commerce, mais il attaque en même temps celui de sa nation en lui fermant l'immense marché établi pour elle au milieu de nous. Il voulait nous diffamer, et c'est lui qui se déshonore par le secours perfide donné à des malheureux qu'il envoyait à la mort et qu'il a lâchement abandonnés. . . . . Loin de nous ce système injuste qui rend toute une nation responsable des fautes de son gouvernement ! Les cris de l'Anglais indigné retentissent déjà de toutes parts ; chaque jour cette guerre désastreuse pour lui, lui devient plus insupportable ; chaque

jour le besoin élève dans ses villes de pressantes réclamations. Ah ! que l'honneur le premier besoin des peuples, que l'humanité outragée, en fassent entendre de nouvelles ; que ce parti de l'opposition, honoré par sa constance à dévoiler tant de fautes et tant d'horreurs, à en prédire le mauvais succès, à en réclamer le châtiment, se montre enfin avec le caractère imposant de l'opposition nationale ! voilà le vœu que nous arrache le desir du repos de l'Europe ; et bientôt il sera réalisé. Le gouvernement anglais en est effrayé lui-même. Consterné du spectacle de nos victoires, de la dissolution de la ligue des rois, et sur-tout de la destruction de cette tyrannie intérieure qu'il avait lui-même encouragée, et qui secondait si puissamment ses projets, il commence à craindre le dénouement de ces scènes sanglantes qu'il a si témérairement fait naître et qu'il n'a pu soutenir. Il sait que la nation qu'il dirige, brave et franche, toujours amie de la liberté, ne peut être long-temps séduite par les sophismes d'une politique immorale, ni par les prestiges d'une fausse gloire. Il redoute l'instant qui n'est pas éloigné, où cette nation équitable et sévère, lui demandant un compte rigoureux de sa conduite, lui adressera ces paroles terribles :

« Pourquoi m'as-tu entraînée dans la guerre » des préjugés contre la raison, du fanatisme » contre la tolérance, du despotisme contre la » liberté ?

« Pourquoi as-tu dissipé mes trésors, en sti- » pendiant des puissances disposées à la paix, et » dont, par ce perfide secours, tu n'as fait que » prolonger les erreurs et multiplier les défaites ?

» Pourquoi en feignant de vouloir relever un » trône brisé, as-tu cherché à démembrer le

» royaume même que tu annonçais vouloir ré-
» tablir, en t'emparant précairement, au nom de
» ton roi, de la Corse que tu ne peux conser-
» ver, du port de Toulon que tu as si lâchement
» évacué, des colonies que tu n'as pas même su
» défendre contre quelques nègres et quelques
» cultivateurs armés seulement de leur courage?

» Pourquoi au mépris de tous ces principes
» de philosophie et d'humanité qui m'avaient
» assigné jusqu'ici un rang si glorieux parmi tous
» les peuples, as-tu organisé cet affreux système
» de faux-papiers et de famine, qui pouvait, s'il
» avait complètement réussi, livrer à la mort et
» aux convulsions de la rage, vingt-cinq millions
» d'hommes, dont le seul crime était de vouloir
» être libres et de refuser de se soumettre au
» joug des étrangers?

» Par quelle impéritie, engageant d'abord la
» Hollande dans ta querelle, l'as-tu si mal sou-
» tenue, que ton armée, coupée dans sa retraite,
» a été forcée d'aller cacher dans le fond de la
» Germanie, la honte que la fausseté de tes com-
» binaisons lui avait préparée, en abandonnant
» ainsi une République qui aurait été détruite,
» si la générosité française n'avait mieux aimé
» relever ceux qu'elle avait vaincus, et s'en faire
» des alliés fidèles que des sujets malheureux?

» Par quelle perfidie, enflammant sans cesse
» les passions des émigrés, flattant leur délire,
» aigrissant leur douleur, creusant de plus en
» plus l'abîme qui doit les engloutir, les as-tu
» par-tout excités à attaquer leur patrie, et as-tu
» fini par les jeter sur les côtes qui les virent
» naître, en les livrant sans défense, au fer de
» ceux qu'ils ont trahis, et à la sévérité de leurs
» lois?

» Par quelle politique désastreuse as-tu abandonné le seul système qui me convenait, celui » d'une neutralité qui aurait porté au comble la » prospérité de mon commerce ?

» Par quelle politique abominable, après avoir » privé l'Angleterre de l'écoulement de ses denrées, appauvri son agriculture, entravé la liberté » individuelle de ses citoyens, écrasé une partie » de ses manufactures, oses-tu aspirer à donner » des lois aux gouvernemens plus sages, qui » veulent rester neutres, afin de mettre quelques » parties de l'Europe à l'abri des horreurs de la » guerre que toi seul as voulu rendre univer- » selle ? . . . . . »

Ces nombreux reproches retentissent d'avance aux oreilles épouvantées du gouvernement anglais; il est accablé de leur fardeau, et la terreur qu'ils lui inspirent est le véritable motif de la conduite qu'il tient encore. Il sait que dans son pays, la paix n'est presque jamais faite par le ministère qui a fait la guerre ; il craint de devenir un exemple terrible et mémorable qui prouve que la responsabilité n'est pas un vain mot. Il connaît le génie de sa nation, et persuadé que son seul défaut est de trop aimer cette gloire brillante qui fait trop souvent oublier la vraie gloire, il veut en achevant la guerre par quelque conquête d'éclat, tromper la raison du peuple anglais, flater sa vanité, et échapper à l'accusation qui l'attend, en couvrant de quelques lauriers les profondes blessures qu'il a faites à sa patrie. C'est pour atteindre à ce but, qu'il a redoublé d'efforts pour nous vaincre. Que lui importe que ses alliés perdent leurs états, que la coalition voie ses projets détruits, que les trésors du peuple anglais soient distribués à Vienne, à Turin, à

Vérone, dans l'armée de Condé, pourvu qu'il prolonge la guerre et opère la diversion qui lui est utile ! Que lui importe l'or de l'Angleterre, pourvu qu'en le répandant en France, il y ranime les factions, il y divise nos moyens, il y porte quelque calamité ? Que lui importent ces immenses approvisionnemens abandonnés sur nos côtes, ces légions d'émigrés et de rebelles ; que lui importe le sang des hommes, pourvu qu'il éternise nos guerres intestines ; qu'il fasse égorger les Français par les Français, pourvu qu'en nous occupant ainsi de notre défense personnelle, il puisse espérer de s'affermir en Corse, de prendre quelques-unes de nos possessions dans les deux Indes, et d'en obtenir la cession honteuse, de l'épuisement qu'il nous suppose ! Il se flatte que ces nouveaux fleurons de la couronne anglaise lui feront trouver grâce aux yeux de l'amour-propre de cette nation, et la porteront à lui pardonner d'avoir versé son sang, disséminé ses richesses, ruiné son commerce, affaibli sa liberté, démenti ses principes et compromis sa réputation.

Mais un tel espoir sera encore déçu. M. Pitt ne le réalisera pas, et il ne lui restera que la honte et l'improbation du peuple qu'il veut abuser. La paix avec l'Espagne doit lui persuader que la Corse ne peut long-temps lui appartenir, et que l'amour de la liberté, qui a fait le caractère de ses habitans, saura la restituer au peuple le plus libre de la terre. Tout nous annonce que nos colonies savent résister à ses audacieuses entreprises : les insurrections, au contraire, des îles anglaises doivent lui présager la perte, non-seulement de ses conquêtes, mais même de ses antiques possessions. Son ambition sera trompée.

Si même elle avait eu un plein succès, qu'en serait-il arrivé ? Toutes les puissances maritimes, l'Espagne, la France, la Hollande, la Suède, le Danemarck, justement alarmées, se seraient liguées contre lui; et l'Angleterre n'aurait retiré des folies de son ministère, que la haine de ses voisins et la perte de ses trésors. Ainsi, son plan, condamnable parce qu'il devoit échouer, aurait été funeste pour son pays, s'il eût réussi : c'est ce que la raison du peuple anglais va bientôt sentir. Il voit que nous ne sommes plus gouvernés par des incendiaires et par des Vandales; que nous n'affichons plus la désastreuse prétention de vouloir apostoliser en politique, et propager en législation; que nous traitons sincèrement avec tous les gouvernemens qui veulent la paix; que nous les respectons tous, quelle que soit leur forme; qu'autant nous sommes disposés à ne pas souffrir que l'on se mêle du nôtre, autant nous sommes éloignés de nous immiscer dans ceux des autres peuples; que nous voulons vivre libres sous le règne des lois, et en bonne harmonie avec ceux qui ne prétendent pas nous gêner dans cette liberté; et qu'en offrant la paix à tout l'univers, nous la voulons aussi modérée pour nos ennemis qu'honorable pour nous.

La nation anglaise a été trompée par les inquiétudes personnelles et peu fondées de son roi, et par le système erroné et ambitieux de son ministère. Les Français ont été trompés long-temps par les erreurs d'une philantropie exagérée et d'une théorie impolitique; ils ont été ensuite opprimés par des tyrans fourbes, cruels et fanatiques, dont l'invasion des ennemis a servi les fureurs et long-temps cimenté le pouvoir : mais nous sommes guéris de nos erreurs et débarrassés

de nos tyrans : les Anglais éclairés nous rendent justice ; ils apprécient nos efforts généreux pour échapper à toutes les tyrannies ; ils nous voient avec satisfaction animés des mêmes sentimens qui les ont toujours enflammés, et font d'aussi sincères vœux que nous pour voir succéder le calme de la paix aux tempêtes de la guerre ; ils aspirent à voir s'établir des liens d'amitié entre deux peuples que leur énergie et leur industrie doivent rendre toujours émules l'un de l'autre, mais que l'ambition de leurs ministres rend ennemis. Cette disposition pacifique des esprits à Londres n'est point inconnue à M. pitt.

C'est pour l'empêcher de s'étendre, de se généraliser et de faire tomber le glaive de ses mains sanglantes, qu'il vient de faire répandre à Londres divers ouvrages dont le but est d'intimider les propriétaires anglais, en s'efforçant de leur prouver que là où il n'y a pas de roi ; aucune propriété n'est assurée ; que le voisinage d'une grande République, aussi influente que la France, ne peut être que dangereux pour le maintien de la constitution ; que, si elle est heureuse et paisible, elle amenera par son exemple, une révolution dans le gouvernement ; que, si elle est agitée, ses mouvemens se feront sentir chez les peuples qui l'environnent ; que la conséquence de ces argumens est qu'il faut poursuivre la guerre avec opiniâtreté pour empêcher en France l'établissement de la République. Voilà le nouveau genre de guerre que nous fait le ministère anglais. Nous avons repoussé ses efforts militaires et dévastateurs par notre courage : nous saurons bien anéantir ses sophismes par notre franchise, et il sera, je crois, aussi facile qu'il est important de ne pas laisser égarer les nations par des erreurs

aussi dangereuses, et qui doivent se dissiper aux premiers rayons de la vérité. Dans la guerre que nous avons soutenue jusqu'ici, le hasard a quelquefois trop d'empire; mais dans la guerre d'opinion qu'on nous déclare, notre triomphe est bien plus certain, puisque nous sommes armés de raison et de principes, et que nous n'avons à combattre que des passions et des préjugés.

Il n'y a rien de si injuste et de si commun, que d'attribuer à telle ou telle forme de gouvernement des torts, des malheurs ou des crimes, qu'on trouve dans tous les pays, qui se reproduisent sous mille enveloppes différentes, qui renaissent dans tous les siècles; qui n'étant jamais le résultat des principes, mais au contraire étant constamment l'effet des passions privées, doivent toujours être imputés aux hommes et non pas aux lois. La sûreté des personnes, la conservation des propriétés, voilà les bases certaines de toute association politique. Lorsqu'on charge une autorité quelconque du gouvernement, n'est-ce pas pour qu'elle fasse respecter les droits de chacun? Si elle ne remplit pas ce devoir, si le pouvoir institué pour le bonheur commun d'une nation, emprisonne, punit, dépouille des individus, est-on fondé à en accuser le pacte social et l'intention des associés? N'est-il pas au contraire évident que le pacte est rompu, et que l'autorité légitime s'est changée en tyrannie, soit par quelques factieux qui substituent la licence de l'anarchie à la liberté d'une République, soit par l'autorité légitime elle-même qui substitue au pouvoir légal toute l'oppression du despotisme? et dans ces deux cas, n'est-il pas démontré que la violence a remplacé la loi? Direz-vous, libellistes anglais, vous qui défendez la monar-

chie ; et qui vous vantez de quelque attachement à la liberté, direz-vous qu'en Angleterre personne n'est assuré de sa fortune et de sa vie, parceque quelques tyrans, comme Henri VIII et comme Cromwel, ont fait taire les lois et pâlir la justice ? Oserez-vous dire qu'à Rome, pendant plusieurs siècles, la propriété et la liberté n'étaient pas sacrées, parce que Marius et Sylla usurpant tous les pouvoirs, satisfirent leurs fougueuses passions par des proscriptions sanglantes ?

N'espérez donc pas abuser le genre humain, en voulant lui persuader que, dans la République française, sous le règne des lois qu'elle va proclamer, nul ne jouira paisiblement de son bien, de sa liberté, de son existence, parce qu'on a vu pendant dix-huit mois de farouches tyrans, profitant de l'exaspération d'un peuple envahi, outragé, trahi, répandre sur notre patrie les horreurs combinées du despotisme et de l'anarchie.

L'Europe ne sera pas assez aveugle pour qu'on lui fasse accroire que c'est le nom de *République* qui a engendré de pareils fléaux ; elle qui est accoutumée à détester Néron, Caligula, Attila, Louis XI, Charles IX, et tant d'autres monstres couronnés, plus cruels encore, s'il se peut, que nos farouches décemvirs. L'état des trois premiers siècles de Rome, la longue et invariable prospérité de Venise, l'heureuse et respectable tranquillité des Suisses, le bonheur que tous les êtres infortunés de l'Europe vont chercher dans les États-Unis de l'Amérique, toutes les raisons de l'expérience, jointes aux argumens d'une seine théorie, ne démontrent-ils pas la frivolité de cet échafaudage d'injures dont on se

sert pour inquiéter les propriétaires et pour enflammer les esprits ardens, afin de perpétuer cette funeste croisade que le dix-huitième siècle a vue avec surprise se former contre la liberté? Quoi! les propriétés et les personnes seraient moins sûres dans un pays où chacun a le droit de veiller à leur conservation, que dans ceux où un seul homme peut en disposer au gré de ses volontés et des passions de ses courtisans! Je ne ferai pas plus long-temps l'injure au genre humain de réfuter un semblable sophisme; je ne suivrai pas même la route facile qui me mènerait à pousser la comparaison jusqu'à son dernier terme, et à prouver sous quelle forme de gouvernement les droits des individus doivent être plus constamment violés ou respectés. Puisse l'Europe voir dans cette retenue la sincérité de l'engagement que nous avons contracté de renoncer à toute récrimination inutile, et d'éviter tout ce qui pourrait tendre à propager nos opinions aux dépens de la tranquillité des autres pays! Nous tenons à notre forme de gouvernement, parce que nous la croyons meilleure qu'une autre; nous respectons celles que conservent les autres peuples, et nous ferons des veux pour qu'elles les rendent heureux.

Une politique sage doit conseiller aux ministres des rois d'imiter la modération dont nous consentons à donner l'exemple. Le voile leur est peut-être plus nécessaire qu'à nous; la discussion serait plus dangereuse pour eux; la raison et l'histoire nous fourniraient des armes dont ils doivent éviter l'atteinte. Puisqu'ils nous reprochaient de propager le républicanisme que nous gardons avec joie et sagesse pour nous, la prudence leur conseille, sans doute, de ne pas

chercher à propager le royalisme et à vouloir prouver qu'on ne peut exister en sûreté dans une République ni vivre en paix avec des républicains; car cette attaque révoltante par son injustice pourrait nous forcer à des représailles dont notre amour pour la paix nous fait souhaiter de ne plus jamais sentir le besoin. Les ministres de la coalition firent une grande faute en politique, lorsqu'ils publièrent par-tout que la guerre actuelle était celle des rois et des castes privilégiées contre les peuples ; ils risquaient de se placer par-là dans une terrible minorité. Puissent-ils, pour le bonheur des hommes et le repos de l'Europe, profiter des leçons de l'expérience, vaincre leurs passions, comme nous travaillons à maîtriser les nôtres ; et puissent enfin tous les gouvernemens, abjurant de vaines déclamations, ne rivaliser ensemble que pour prouver qu'ils peuvent tous contribuer au bonheur de l'humanité !

Puissances de l'Europe, vous qui toutes souffrez des calamités de la guerre que vous nous avez déclarée, vous qui regrettez tous les trésors qu'on vous a fait dissiper, le sang qu'on vous a fait répandre, les larmes que vous avez fait verser ; ouvrez enfin les yeux sur les piéges que vous tend le ministère anglais. Il vous dit qu'on ne peut vivre en paix avec des républicains ; il vous conjure de vous mettre en garde contre la séduction de nos principes, l'ambition de notre gouvernement, les intrigues de nos émissaires. Ah ! ne vous laissez abuser ni par les conseils dangereux de cet égoïste allié, ni par les explosions que vos attaques ont souvent arrachées à nos ressentimens légitimes. Le passé, le présent vous répondent de l'avenir. Parcourez l'histoire, vous verrez toutes

les républiques, occupées pas leur activité intérieure, loin d'agiter le repos de leurs voisins, être trop souvent tourmentées par eux. Ce ne fut qu'à force d'attaques, de blessures, d'invasions, qu'on obligea enfin Rome à suivre un système de conquête, qui la couvrit de gloire, mais qui amena sa perte. Athènes, Venise, la Suisse, la Hollande ont souvent vu d'autres puissances conjurées contre elles, et n'ont, au contraire, jamais troublé leur repos les premières. Les invasions des Perses et des Macédoniens, la ligue de Cambrai, les effors de la Germane, les irruptions réitérées des Anglais, des Espagnols et des Français, voilà les faits célèbres que nous retrace l'histoire des républiques; elle ne nous fournit que bien peu d'exemples qu'on puisse, au contraire, citer pour fonder les inquiétudes qu'on cherche à répandre. Réfléchissez aux événemens de cette guerre : la France outragée, menacée, envahie, a repoussé ses ennemis, et porté ses étendards de tous côtés, fort loin de ses frontières. Et lorsqu'elle a été par-tout victorieuse, examinez nos traités de paix avec le roi de Prusse, que de justes inquiétudes portaient à retirer ses forces; avec la Hollande, que nous avions conquise; avec l'Espagne dont nous possédions déjà plusieurs provinces, et jugez, par notre conduite, si l'on doit nous supposer un esprit insensé de conquête, ou si l'on doit compter avec solidité sur notre sagesse et notre modération. Approfondissez, par vos agens, la marche de nos envoyés près des puissances, qui ont observé la neutralité, et prononcez, d'après ces faits constans, si le ministère britannique est sincère ou trompeur, et si notre conduite ne répond pas aussi victorieusement que nos armes à ses artifices funestes.

Déjà une grande partie de l'Europe, abjurant des préjugés d'une haine injuste, reconnaît la fausseté de ces accusations machiavéliques, ouvre les yeux sur ses vrais intérêts, se lasse de combattre pour servir les passions d'un ministre, renonce au système insensé de détruire des opinions par le fer, et se dispose à rendre à l'Europe les douceurs de la paix, dont cette déplorable croisade l'a si longuement et si cruellement privée. Le grand duc de Toscane a donné aux princes d'Italie un exemple qui fait honneur à son humanité et à sa sagesse. Le roi de Prusse, bravant les cris de l'ambition trompée, de la haine impuissante, de l'orgueil au désespoir, est rentré dans le vrai système de la seule politique convenable à sa position; il a senti qu'il ne fallait pas attaquer plus long-temps son allié et son appui naturel, suivre les dangereux conseils de l'Autriche, son éternelle ennemie, et de la Russie, son ennemie secrète, qui l'exhortait à s'épuiser contre nous, pour pouvoir ensuite l'écraser plus facilement. L'amitié que nous lui offrons, les services que nous pouvons lui rendre, la haine de trois puissances, dont il a déjoué des projets, et les vœux de toute la Germanie, dont il est appelé à soulager les blessures, et qu'il doit entraîner avec lui dans le système de pacification dont il a donné le premier exemple, tout doit le porter à être ferme et constant dans le nouveau plan qu'il s'est tracé. Si d'artificieux politiques ont cherché à lui donner des alarmes sur l'impression que pourrait produire sa séparation des coalisés, la majorité qu'il a obtenue à la diète de l'Empire, a dû lui démontrer combien cette crainte était peu fondée, et comment l'opinion publique apprécie sa conduite. Si d'autres personnes instruites du nouveau

et vaste projet formé pour renverser notre gouvernement, avaient pu chercher à l'ébranler en lui donnant des doutes sur la solidité de notre puissance, nos triomphes dans les colonies, la victoire de Quiberon, et nos nouveaux traités de paix, lui prouveront suffisamment la frivolité de tous ces rêves et de toutes ces espérances chimériques dont se berce la vanité de nos ennemis. Le roi d'Espagne, sacrifiant ses intérêts privés et les ressentimens de sa famille aux véritables intérêts de la nation, a mérité l'estime de tous les amis de l'humanité. Il a renouvelé des liens d'amitié que la raison, la nature et la politique, doivent rendre indissolubles; et par cette démarche habile et sage, il a détruit les coupables espérances du ministère anglais, qui, sacrifiant le véritable bonheur et la richesse de l'Angleterre à son ambition personnelle, croyait toucher au moment où il pouvait immortaliser son nom en plantant l'étendard britannique sur les ruines de toutes les colonies dévastées. L'Espagne toujours loyale en politique comme en guerre, ne déguise point ses louables desseins sous ces voiles inutiles que tout le monde perce et dont la diplomatie vulgaire veut toujours se couvrir en vain.

Elle a prononcé publiquement que les intérêts communs nous commandent de nous rapprocher. Elle a déclaré à l'univers que, par sa médiation, elle comptait faciliter la paix avec l'Italie, et délivrer le midi de l'Europe du fléau de la guerre. La république de Venise, celle de Gênes, forment les mêmes vœux. Presque tous les princes de l'Empire, las de se battre pour les intérêts de la maison d'Autriche, pour quelques droits de peu de valeur et pour l'honneur des émigrés, ne déguisent plus leurs desirs de voir la paix

établie avec une puissance qui les a toujours préservés du joug dont la cour de Vienne les a si long-temps menacés.

Ils voient par nos traités, que l'esprit de conquête ne nous dirige pas, et que la sûreté de nos frontières et la stabilité que l'on donne à nos limites, et notre volonté bien prononcée de ne faire qu'une paix durable, serviront, plus que nos succès, de règle aux conditions que nous acceptons. La Hollande rendue par ses malheurs et les fautes de son gouvernement à son ancienne énergie, la Hollande unie avec nous par une alliance indestructible, fondée sur le même amour de l'égalité, joint ses efforts aux notres, pour reconquérir la liberté des mers, et donner des bases solides à la paix que nous desirons offrir au monde.

La Suède et le Dannemarck qui ne se sont jamais écartés d'une humaine, sage et respectable neutralité, supportent avec impatience les menaces et l'orgueil des cabinets britannique et russe, qui voudraient leur dicter des lois aussi contraires à la justice qu'à la prospérité de leur commerce ; ils sentent que leur intérêt les attache à notre sort, et que l'appui de la France leur sera toujours nécessaire pour échapper à cette souveraineté humiliante que l'Angleterre et la Russie voudraient établir dans le nord.

La Porte indignée de la domination des Moscovites en Pologne, et des projets de l'impératrice de Russie contre l'empire ottoman, renouvelle avec nous son ancienne amitié ; et si certains plans ambitieux ne cèdent pas aux conseils de la raison et de l'humanité, elle peut, de concert avec nous et d'autres puissances, renverser, en peu de temps, un édifice de gloire plus impo-

sant par son éclat et sa grandeur que par sa solidité.

Tel est le tableau actuel de l'Europe, déssiné sans art, et présenté sans déguisement. Tandis que quelques cours se trompent mutuellement, changent leurs liens, leurs vues, leurs espérances, au gré des événemens et de leurs passions, le gouvernement français, nécoutant aucune affection particulière, invariable dans sa politique, immuable comme un rocher au milieu de l'agitation des vagues qui l'entourent sans l'ébranler, ne suivra jamais que l'intérêt du bonheur général, n'écoutera que l'amour de la paix et de l'humanité, ne soutiendra que les opprimés, ne combattra que les ambitieux : il doit successivement rallier autour de lui tous les gouvernemens qui veulent en Europe le rétablissement de l'équilibre et le maintien de la tranquillité publique, et se placer parmi les puissances pacifiques destinées à exempter le genre humain des nombreuses guerres qui l'ont déshonoré.

La seule ombre de ce tableau, c'est la triple alliance formée entre les cours de Vienne, de Londres et de Pétesbourg. La masse de ces trois puissances paraît d'abord avoir quelque éclat, donner à leur projet quelque solidité, et placer un poids considérable dans la balance de l'Europe; mais, en considérant de près cette alliance, les élémens qui la composent, la distance qui sépare les trois puissances qui l'ont formée, l'opposition des vues secrètes qui les divisent, le peu de sincérité de leur amitié, le défaut indispensable d'unité dans leur plan, loin d'en craindre le résultat, nous devons voir avec satisfaction que cette alliance, qui ne peut plus nous être funeste, ait démasqué leurs projets ambitieux, et averti toute l'Europe de se mettre en garde contre leurs entreprises.

La coalition était dans une grande erreur, en croyant que l'impératrice de Russsie la servirait efficacement. C'était pour elle qu'elle travaillait, et non pour eux; et son caractère l'éloignait trop des principes de nos adversaires, pour qu'elle pût les servir de bonne foi. Mais soyons sincères sur les qualités comme sur les torts de nos ennemis : apprenons, d'ailleurs à les connaître, pour savoir ce que nous en devons craindre.

Catherine, célèbre par la finesse de sa politique et l'étendue de son esprit, a ambitionné tous les genres de gloire.

Long-temps elle a donnè a l'Europe un spectacle rare, en plaçant sur un trône despotique la philosophie et la raison. Elle a presque réalisé l'idée d'une représentation nationale, en rassemblant autour d'elle des députés de toutes les parties de son empire, pour les consulter sur les lois qu'elle projetait. Elle prit dans Montesquieu toutes les bases de son code ; elle a disposé des biens de son clergé et réprimé sa superstition ; elle a appelé Diderot, et voulu confier l'éducation de son fils à d'Alembert ; elle a établi la tolérance et défendu les duels ; elle a consacré le droit de pétition ; enfin, elle a tenté de détruire l'esclavage des paysans, et n'a pu remporter cette victoire sur les grands de son empire. Catherine, avec de pareils principes, ne saurait avoir une véritable haine pour une nation courageuse qui a versé son sang afin d'établir en pratique ces préceptes d'une philosophie qu'elle a elle-même professée. Notre révolution ne peut lui donner aucune inquiétude personnelle ; les lumières qui l'ont préparée sont, malgré ses efforts, trop loin d'être parvenues, en Russie, au point où l'on peut discuter les droits des peu-

ples et sentir le prix de la liberté : nous sommes placés, elle a un bout de l'Europe, nous à l'autre; nous n'avons directement aucun sujet de difficultés et de discorde, nous devrions donc être amis. Catherine est d'ailleurs trop habile en politique pour voir avec satisfaction que la France fût démembrée, et ne lui offrît plus un appui qui peut au besoin s'opposer à ce que les puissances de l'Allemagne ne réagissent contre elle ou que l'Angleterre n'acquère sur la mer un empire absolu et soit ensuite en état de l'enfermer dans les glaces du nord et de disposer arbitrairement de son commerce ; elle ne veut pas, comme le cabinet anglais, dont elle estime peu les ministres, voir une monarchie déchirée, faible, remplacer parmi nous une république florissante et paisible, de laquelle elle n'a rien à craindre, et dont elle peut beaucoup espérer. Que peut donc espérer Catherine ? l'événement l'a prouvé.

Cette princesse qui malheureusement pour l'univers, ne s'est pas contentée de la gloire des législateurs, et qui a préféré la fausse et brillante célébrité des conquérans, a toujours trompé la coalition ; et se jouant des passions des puissances belligérantes, elle en a profité pour exécuter ses vastes projets, constante dans son desir de renverser le Croissant, et d'étendre sa domination sur son empire. Elle a flatté l'orgueil des émigrés par des ambassades fastueuses, sans leur rien donner d'effectif que la permission d'aller peupler des déserts; elle a aigri le courroux des cours de Berlin et de Vienne, les a excitées à la guerre, leur a fait épuiser leurs trésors et consumer leurs armées, en faisant espérer des secours qu'elles n'ont jamais reçus ; et lorsqu'elle les a vues dans l'impossibilité de lui nuire, elle s'est emparée de

de la Pologne, et s'est assurée par-là, ou d'une communication libre pour ses troupes, lorsqu'elle jugera le moment propre à marcher contre Constantinople, ou d'un trône pour son petit-fils, si la pacification qu'elle redoute et qu'elle retarde, l'empêche de réaliser les plans de sa colossale ambition. L'Angleterre voit avec douleur, et M. pitt lui-même avec embarras, la ruine de la Pologne, la destruction d'un peuple libre, et la situation de la Turquie : il a déjà voulu une fois armer les Turcs contre la Russie ; et malgré l'alliance actuelle de la Russie et de l'Angleterre, ces deux puissances, qui se jouent mutuellement, conservent des levains de haine et des motifs de désunion qui ne donnent pas à leur amitié une solidité bien réelle.

La cour de Vienne, déjouée dans ses projets et trompée dans ses espérances, ne voit pas sans humeur l'agrandissement de la Russie ; elle convoitait la Lorraine et l'Alsace, et le Brabant lui est échappé pour jamais : elle continue ses diversions contre nous, en faveur de l'Angleterre qui la paye ; mais elle gémit de voir qu'elle ne peut conserver l'espoir d'un dédommagement sur la Bavière, qui tournerait contr'elle les armes de toutes les puissances de l'Empire ; et que bientôt elle sera forcée de faire la paix sans recouvrer ses possessions envahies, et sans avoir d'autre indemnité que ses usurpations en Pologne, dont la Turquie et la Russie même lui disputeront, tôt ou tard, la jouissance, ou que le génie de la liberté ravira bientôt à son oppression.

Voilà, citoyens collègues, la position véritable des trois cours nouvellement alliées ; et cette position, d'autres ligues plus unies et plus sages peuvent la rendre bientôt plus critique. Voilà les

fondemens peu solides de cette nouvelle coalition, désunie dès sa naissance, à laquelle nous opposons l'héroïsme de nos guerriers, la force d'une bonne constitution, la fermeté tranquille d'un peuple nombreux qui a juré d'être libre, et qui le sera malgré tous les efforts de ses ennemis. Il s'est prêté à tous les sacrifices; il a supporté toutes les privations; il a bravé tous les périls, et il surmontera tous les obstacles qui peuvent l'arrêter encore.

Ceux qui voulaient l'opprimer ont éprouvé sa vengeance; ceux qui veulent le détruire serviront de piédestal à son pouvoir, et tous les coups qu'on lui porte pour l'abattre affermiront sa base et cimenteront à jamais l'édifice de sa liberté.

Puissent les puissances qui nous combattent encore, méditer avec sagesse le tableau que je viens de tracer! Puisse l'amour de l'humanité, étouffant enfin leurs ressentimens funestes, leur ambition chimérique et leurs inutiles projets d'envahissement et de vengeance, les engager à ne plus mettre d'obstacles à la paix et à l'accomplissement des vœux que nous faisons pour le repos de l'Europe et pour leur propre bonheur.

Pour nous, qui avons repoussé avec gloire les derniers efforts tentés pour nous détruire; pour nous, que notre modération fait chérir autant que la victoire nous rend redoutables, cessons de puiser au dehors des craintes qui ne peuvent naître qu'au milieu de nous. L'espoir des ennemis de notre révolution ne peut plus être dans le secours des étrangers; ce que j'ai dit doit nous en convaincre; mais il est temps de rechercher jusques à quel degré ils doivent, privés d'un tel appui, nous paraître encore redoutables.

Si près du jour où nos canons victorieux an-

noncèrent au monde que le trône n'était plus, et que la République commençait; si près encore de celui où nous avons célébré par des fêtes, et par le récit d'une grande victoire, l'anniversaire de la chute du plus féroce des tyrans, examinons ce qui nous reste à craindre des débris de ces deux factions abattues, et ce que nous avons à surveiller le plus des partisans de la royauté ou de ceux de la tyrannie démagogique.

Au moment où, dociles aux vœux du peuple, et dirigés par le sentiment de cette justice éternelle qui vous anime, vous avez banni du milieu de vous tous ceux dont la conduite passée contrastait avec les principes sur lesquels vous voulez fonder l'édifice impérissable de la liberté publique, il est nécessaire, plus que jamais, de proclamer ces mêmes principes, afin d'annoncer à la nation toute entière ce qu'elle a droit d'attendre de vous; afin de prouver que la sévérité que vous avez déployée n'est point l'effet d'aucune prévention de parti; afin d'extirper de votre sein jusqu'au germe de cette défiance individuelle avec laquelle on voudrait vous diviser pour vous détruire.

Vainement eussiez-vous repoussé les atteintes extérieures de la coalition que vous avez vaincue, si vous laissiez au-dedans de vous des motifs secrets de division ou de haine. Il faut, en combattant, en démasquant les ennemis extérieurs qui vous menacent, signaler ceux de leurs complices qui osent agir dans l'intérieur, afin d'en triompher aussi.

Quelles espérances peuvent rester encore à ceux qui veulent rétablir parmi nous la royauté? Jusques à quel point leur parti peut-il nous inspirer des craintes? voilà ce qu'il faut examiner.

D'abord, entendons-nous par royalistes ces

hordes d'assassins qui vous combattent à force ouverte sous le nom de Chouans et de Vendéens, ou qui ourdissent dans l'intérieur des trames plus ou moins dangereuses ; ceux qui empruntent le langage du fanatisme pour égarer les ames faibles; ces lâches et féroces émigrés, soudoyés par l'Angleterre, qui osent violer notre territoire, ou qui, s'introduisant parmi nous à la faveur de notre clémence, viennent aiguiser jusque sous nos yeux les poignards dont ils veulent nous frapper ; ces hommes affreux qui se portent violemment au désordre et à l'assassinat, et dont on ne peut ni méconnaître l'existence ni mépriser la fureur, puisqu'ils ont réussi à souiller par des meurtres, dans quelques villes du midi de la France, les beaux jours que nous comptons depuis le 9 thermidor ? . . . . . Ceux-là sont nos ennemis irréconciliables ; rien ne pourra les convertir : ils ne veulent que notre destruction, ils ne respirent que la vengeance ; ils ne méditent que la ruine et le démembrement de leur patrie ; ils s'allient à tous les partis, ils se couvrent de toutes les livrées, même de celles du demagogisme, avec lequel ils fomentent des insurrections et des révoltes: mais la fermeté du gouvernement que vous allez organiser, la rigueur des lois et le courage imperturbable de nos guerriers, assureront notre triomphe sur eux. Le coup qui vient de les frapper doit les anéantir à jamais. De nouvelles forces seront employées, et vous ne souffrirez pas que l'intérieur de la République soit plus long-temps déshonoré par la présence de ces traîtres : mais vous ne les confondrez pas dans votre vengeance avec ces hommes qui ne sont que faibles, et que l'ont peut bien nommer royalistes, si l'on considère leurs opinions parti-

culières ; qu'il faut appeler républicains, si vous considérez leur respect pour les lois.

Ceux-là n'aiment pas la République, parce que cette idée se lie dans leur esprit avec celle des orages, des troubles et des factions. L'ombre des décemvirs les poursuit, le flambeau hideux de l'anarchie les effraie; et trompés par les crimes des scélérats qui ont souillé le berceau de notre liberté, ils regardent un autre ordre de choses comme la seule base possible de la tranquillité qu'ils desirent. Voulez-vous ramener à vous ces citoyens ainsi trompés, et dont nos longs malheurs peuvent rendre l'erreur excusable, lorsqu'elle ne les empêche pas d'obéir aux lois avec soumission? organisez votre gouvernement, afin qu'il protège la faiblesse, tranquillise l'innocence, punisse le crime et extermine l'anarchie. Prouvez aux incrédules, à ceux qui, partisans des premières conquêtes que fit parmi nous la liberté, s'arrêtèrent ensuite par pusillanimité et reculèrent par faiblesse devant la grande expérience de la République, que cette liberté qu'ils chérirent autrefois, n'est pas incompatible avec la tranquillité qu'ils demandent aujourd'hui. Démontrez-leur que l'affermissement de la République peut seul assurer leur repos et fonder leur bonheur, tandis que son renversement, s'il était possible, loin d'amener le retour paisible de cette royauté justement proscrite, ne produirait que le plus funeste enchaînement de dissensions, de guerres civiles, de conjurations, de vengeances et de proscriptions, et ne ferait, en déchirant les flancs de notre malheureuse patrie, qu'en ouvrir l'entrée aux barbares étrangers qui la convoitent pour lui faire éprouver le sort de l'infortunée Pologne. Mais la République, que le courage de quelques hommes

conçut, que l'héroïsme de nos armées cimenta, que la nation consacra par tous les actes qui peuvent manifester son adhésion, que la destinée enfin a pris soin de consolider, la République ne s'offre plus aujourd'hui avec cette vague théorie qui désespérait les esprits asservis à leurs anciennes habitudes. C'est un gouvernement en action, vainqueur des gouvernemens les plus vieux de la terre. Elle ne s'environne plus de cet appareil de mort, sous lequel la présentèrent des tyrans farouches qui abhorraient la liberté. Le 9 thermidor a absous le génie de la France des crimes même de ses oppresseurs, et la constitution que vous allez soumettre à l'acceptation du peuple, va cicatriser toutes les blessures et garantir le règne des lois. C'est depuis le 9 thermidor, c'est depuis ce jour, que la République a fait ses plus belles et ses plus précieuses conquêtes. Tant de familles sortant libres enfin des cachots, dont on ne sortait auparavant que pour aller à la mort; tant d'hommes vertueux, rappelés à la vie comme du sein des tombeaux, s'étonnant de trouver encore des êtres sensibles, et bénissant les législateurs humains qui, devenus libres, donnaient à tous la liberté; ces nœuds sacrés, serrés dans le fond des prisons; ces leçons d'égalité données par le malheur; ces banquets de l'infortune où chacun avait pris place et bu tour-à-tour dans la même coupe d'adversité, cette union formée depuis par le besoin de résister ensemble au reste des tyrans qui brûlaient de ressaisir leur proie : voilà les liens qui unissent à jamais les hommes de bien de toutes les opinions, sous les étendards de la République, et voilà ses nouveaux trophées de la gloire que je vois suspendus à ses voûtes, et que l'héroïsme de nos armées a conquis.

Tout ce qui éloignait de la République les ames honnêtes, et inquiètes, tout ce qui effarouchait, à ce nom, les esprits raisonneurs et froids, les attache aujourd'hui à elle. A-t-on l'horreur des troubles civils? la royauté ne présente plus qu'une longue succession de guerres intestines. A-t-on le besoin de perfectionner un gouvernement établi? la constitution républicaine renferme le germe de toutes les bonnes lois. Porte-t-on avec orgueil le nom français? la République l'a illustré par tous les genres de triomphes.

Le royalisme est une faction criminelle, avilie, elle doit être exécrée; mais elle est divisée dans ses vues, incertaine dans sa marche, elle ne peut plus nous attaquer que par des moyens indirects, ou se fortifier par ceux-mêmes que l'on emploiera contre elle.

La surveillance du gouvernement doit s'étendre sur ses manœuvres cachées, démêler ses complots, faire punir ses infâmes chefs, réprimer ses provocations.

Mais, lorsqu'elle prend un caractère minutieux, ombrageux, elle avilit sans utilité ceux qui la dirigent et l'exercent.

Il est une autre faction non moins odieuse, celle qui regrette et qui veut rétablir le régime affreux de Robespierre. Elle s'unit au royalisme pour marcher au même but que lui, celui du rétablissement d'une tyrannie quelconque pour l'exercer au nom de ses chefs. Elle profite de ses excès comme de l'inquiétude qu'il inspire; elle est composée de délateurs, et elle vient sans cesse offrir le secours de ses délations; elle est composée d'hommes qui ont à éviter une justice vengeresse, et elle l'appelle sur des torts d'un autre genre afin de faire oublier les siens: il lui

importe que la Convention donne par ses divisions intérieures le signal de celles qu'elle voudrait semer sur la France; il lui importe que le gouvernement se précipite dans l'arbitraire afin de le rendre odieux. Oui, l'arbitraire, voilà tout l'espoir de nos ennemis, quels que soient leur livrée et leur étendard. L'arbitraire promet aux terroristes, que le règne tant redouté pour eux d'une constitution sage peut encore être éloigné; que le cours de la justice peut encore être suspendu; que les alarmes de tous les genres peuvent renaître parmi les citoyens, et à leur suite les désordres, l'anarchie et l'oppression; que la théorie des soupçons peut encore devenir un code politique; qu'on peut encore croire à la doctrine abominable des crimes nécessaires; que le gouvernement, s'il est épouvanté lui-même, réclamera les secours de cette classe d'hommes qui appellent énergie et patriotisme, le vol et l'assassinat; qu'ainsi, de surveillés qu'ils sont aujourd'hui, ils pourront devenir demain surveillans, c'est-à-dire, obtenir le pouvoir de s'élancer encore sur les proies qu'ils n'ont qu'à-demi dépouillées.

L'arbitraire promet au royalisme, que la liberté deviendra moins chère aux Français, à mesure qu'ils jouiront moins de sa réalité; que la liberté perdra chaque jour des amis parmi les hommes éclairés et vertueux, à mesure qu'elle acquerra des soutiens parmi des brigands; que la tyrannie nouvelle qui pourrait s'établir par lui, ne serait renversée que pour faire place enfin à cette royauté détestée, pour laquelle il ose combattre.

En vous retraçant ici de si folles, de si coupables espérances, je frémis moi-même du délire aveugle qui fait desirer à des hommes qui peuvent vivre protégés par un gouvernement dont la

justice et la modération garantissent la durée ; d'être tourmentés par un gouvernement féroce qui peut être violemment renversé. Eh bien ! ce délire existe. Il est des hommes pour qui vivre sans rigueur, vivre sans se venger, vivre sans en opprimer, sans en humilier d'autres, n'est qu'un long supplice. Ah ! qu'ils ne connaissent que celui-là : ne leur fournissons pas cette occasion qu'ils attendent, d'être un instant victimes, pour devenir, à leur tour, oppresseurs. Comprimons-les tous à-la-fois par la justice et la sévérité.

Un bon gouvernement n'est point arbitraire ; il est juste et ferme : gouverner n'est pas tyranniser, c'est exécuter les lois dictées par la justice ; il doit être tout à-la-fois la ressource et l'espoir des bons citoyens, et la terreur des méchans.

Mais la sévérité du gouvernement n'en exclut ni l'humanité ni la douceur ; songez, représentans du peuple, vous qui voulez transmettre à vos successeurs le dépôt sacré de la liberté nationale, placé sous la garde de toutes les vertus ; songez que l'on s'attache toujours, par les bienfaits, les ennemis que l'on n'a pu dompter par les supplices. Rappelez-vous tous ces actes de justice et d'humanité que vous avez consacrés depuis le 9 thermidor. En est-il un seul dont vous ayez à déplorer les suites ? Nos féroces décemvirs avaient envoyé à l'échafaud des milliers d'individus, et s'étaient approprié leurs dépouilles sanglantes : vous les avez rejetées ; vous avez restitué à l'orphelin l'héritage de son père, et ce décret a vaincu un grand nombre des ennemis que vous comptiez encore, a éclairé plusieurs de ceux que le ressentiment égarait, a fait trembler les ministres des rois, qui ont vu que la justice que vous professiez devait vous concilier de nombreux amis.

Poursuivez donc vous qui aimez la République, vous qui, passionnés pour elle, brûlez de répandre ce saint enthousiasme, poursuivez ce cours de bienfaits qui chaque jour vous obtient de nouveaux partisans. Voyez dans ce code de lois révolutionnaires, médité quinze mois par la tyrannie, voyez s'il ne reste pas encore des injustices à réparer. Que chacun de nous se consacre à cette recherche; que les longues veilles des nuits nous trouvent sans cesse occupés à ce travail de bienfaisance. Avant la révolution, tant d'hommes s'étaient illustrés à dévoiler ces horreurs d'une jurisprudence criminelle, arbitraire, féroce, tyrannique.

Ils avaient démontré l'horreur de la question, des tortures, des préjugés qui étendaient les peines des coupables sur des familles innocentes. Croyez-vous que le code de vos oppresseurs n'offre pas des traces de barbarie aussi profondes que celles de notre ancienne jurisprudence criminelle? Croyez-vous que toutes ses lois soient éffacées? Croyez-vous que des milliers de victimes n'en accusent pas l'injustice, et ne murmurent pas de votre lenteur ? Eh bien ! hâtez-vous d'accueillir leurs réclamations. Encore quelques instans, et d'autres que vous seront les dépositaires de l'autorité nationale. Ne leur abandonnez pas l'honneur de faire oublier les crimes dont vous-mêmes avez eu si long-temps à souffrir. C'est à vous, qui avez renversé Robespierre, qui avez été persécutés, proscrits par lui, à faire oublier à la France tout le mal qu'il a pu lui faire. La postérité qui vous jugera n'attachera ses regards que sur les derniers pas de votre carrière; et tout à-la-fois sévère et juste, elle ne vous imputera pas les maux que vous n'aurez pas faits, mais ceux que vous n'aurez pas réparés.

LOI

Du 6 Fructidor, l'an troisième de la République française, une et indivisible.

LA CONVENTION NATIONALE, après avoir entendu le discours prononcé par un de ses membres sur l'état politique de l'Europe, DÉCRÈTE l'impression de ce discours, la distribution aux membres de la Convention, et l'envoi aux départemens.

Visé par le représentant du peuple, inspecteur aux procès-verbaux. Signé *ENJUBAULT.*

Collationné à l'original, par nous président et secrétaires de la Convention nationale. A Paris, le 8 Fructidor, an troisième de la République française, une et indivisible. *Signé* MARIE-JOSEPH CHENIER, *président*; QUIROT, DERAZEY, *secrétaires.*

Certifié conforme :

Les Membres de l'Agence de l'envoi des Lois,

Signé, *Dumond, Chaube.*

De l'Imprimerie de J. B. LACOMBE et Comp^e, Impr. de l'adm. du Départ. de la Haute-Loire.